

Affiliation des nouveaux élus locaux au régime général de la Sécurité sociale

Depuis le 1^{er} janvier 2013, tous les élus locaux sont affiliés au régime général de la sécurité sociale et certains d'entre eux paient des cotisations sociales pour l'ensemble des risques.

Sont concernés les élus exerçant des mandats dans les communes, départements, régions et établissements publics de coopération intercommunale (donc exclusivement les métropoles, les communautés de communes, d'agglomération et urbaines, et les syndicats de communes).

I. L'affiliation au régime général de la Sécurité sociale

Cette affiliation :

- est une démarche obligatoire et ce, même si ces élus sont déjà affiliés au régime général de la Sécurité sociale à un autre titre (activité professionnelle, retraite, ayant droit etc.) ;
- concerne tous les élus locaux visés précédemment, qu'ils perçoivent ou non une indemnité de fonction.

Ainsi, au début de chaque nouveau mandat, l'élu local ou son représentant (sa collectivité ou, en cas de cumul de mandats, la collectivité « chef de file » qu'il aura choisie) :

- doit demander, sans délai, l'affiliation à la CPAM de son lieu de résidence ;
- doit fournir des pièces justificatives.

Pour tous, il s'agit tout d'abord de remplir le formulaire 750 CNAM « Demande de mutation » (disponible ci-après, cf. lien).

https://www.ameli.fr/sites/default/files/formulaires/172/750.cnam_mut_puma_2018_v5_remp.pdf

Malgré l'intitulé quelque peu déroutant du document et les demandes insistantes de l'AMF depuis 2013 visant à obtenir un formulaire spécifique, adapté aux élus locaux, seul ce dernier permet l'affiliation des élus locaux au régime général de la sécurité sociale.

Pour rappel, cette affiliation en qualité d'élu n'a pas vocation à modifier le régime de protection sociale dont les élus pourraient bénéficier par ailleurs. Si cela se produit, il convient d'en informer immédiatement les services de l'AMF (dagc@amf.asso.fr).

NB : Dans un souci d'efficacité, les élus sont invités à modifier le formulaire en rayant la mention « mutation » de l'intitulé et de la première phrase de celui-ci et d'inscrire en lieu et place « affiliation en tant qu'élu local ». Il convient également de modifier l'intitulé de la deuxième rubrique en remplaçant le terme « ancienne » par « actuelle », comme suit : « Votre ~~ancienne~~ actuelle situation ».

Une fois le formulaire rempli, tous les élus locaux doivent fournir, par tout moyen permettant d'en accuser réception :

- la preuve de leur élection (copie du procès-verbal de l'élection ou d'une délibération de l'organe délibérant) ;
- le montant total de leurs indemnités de fonction, le cas échéant au titre des différents mandats exercés [copie de la ou des délibération(s) indemnitaire(s)] ;
- des indications sur leur situation au regard de leurs éventuelles autres activités et du régime de protection sociale au titre de ces activités.

Pour les élus locaux non affiliés au régime général à un autre titre (activité professionnelle par exemple), des pièces complémentaires sont exigées :

- pièce d'identité ;
- justificatif de domicile ;
- relevé d'identité bancaire ;
- numéro de Sécurité sociale.

II. L'assujettissement aux cotisations sociales

Concernant l'assujettissement aux cotisations sociales pour l'ensemble des risques, seuls certains élus paieront des cotisations :

- de façon obligatoire, ceux dont le **montant total des indemnités** de fonction brutes est **supérieur à** la moitié du plafond mensuel de la Sécurité sociale, soit **2 002,50 €** en 2026 (cumul d'indemnités compris) ;
- à leur demande et sans délibération préalable du conseil municipal, ceux dont le montant total des indemnités de fonction brutes est inférieur à la moitié du plafond mensuel de la Sécurité sociale précité, ce qui entraîne des cotisations pour la collectivité également. Les cotisations sociales seront dues à compter du premier jour du mois suivant la réception par la collectivité de la demande et pour la durée du mandat restant à courir. Toutefois, les élus concernés pourront y renoncer à tout moment (cf. note AMF, www.amf.asso.fr, réf. : BW 41866).
NB : Pour les élus retraités de leur activité professionnelle, le recours à cette possibilité n'est à ce jour pas pertinent, dans la mesure où elle ne permettra pas de générer de nouveaux droits à la retraite ;
- ceux¹ qui vont suspendre leur activité professionnelle pour se consacrer à leur mandat et ce, quel que soit le montant de leur(s) indemnité(s), excepté les fonctionnaires détachés qui resteront affiliés à leur régime spécial des fonctionnaires.

III. Le versement des cotisations

S'agissant du versement des cotisations à l'URSSAF, chaque collectivité ou EPCI devra déclarer et verser à l'URSSAF de rattachement les cotisations sociales, au prorata des indemnités brutes fixées par l'organe délibérant.

Pour en savoir plus, consulter sur le site de l'AMF (www.amf.asso.fr) :

- la brochure « Statut de l'élu(e) local(e) » de l'AMF, chapitre IV, référence BW7828
- la circulaire interministérielle NOR AFSS1312119C14/05/2013) du 14 mai 2013, référence BW11924.

¹ Seuls les maires, les adjoints au maire, les présidents et vice-présidents de communautés et de métropoles, les présidents et vice-présidents des conseils départementaux et régionaux ont la possibilité de suspendre leur activité professionnelle pour se consacrer à leur mandat et de retrouver cette activité à l'issue du mandat ou de deux mandats successifs (article L. 2123-9 du CGCT). Depuis la loi n° 2025-1249 du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l'élu local, les adjoints au maire et les conseillers municipaux assurant la suppléance du maire dans les conditions mentionnées à l'article L. 2122-17 du CGCT peuvent aussi bénéficier des dispositions de l'article L.2123-9 précité. Pour ces derniers, l'assujettissement de l'indemnité de fonction aux cotisations sociales ne vaudra que pour la durée de la suppléance.